

Conférence UE sur les matières premières critiques

## Boulimie minière, insécurité alimentaire

À l'occasion de la conférence européenne sur les matières premières critiques, à Bruxelles, un collectif d'ONG et d'ASBL (Entraide & Fraternité, Justice & Paix, Lire et écrire Bruxelles, Comité humain du numérique, We are nature Brussels) mènera une action ce 26 mars à 11h à l'entrée du Palais d'Egmont afin de dénoncer l'impact de l'extraction minière massive et de demander à la Belgique et à l'Union européenne de prendre des mesures en faveur de la sobriété énergétique.

Ce mardi 26 mars, à Bruxelles, dans le cadre de la présidence belge de l'Union européenne (UE), notre pays organise une conférence sur la politique commerciale extérieure de l'UE et les matières premières critiques.

Ces minerais sont devenus centraux pour de nombreux secteurs économiques de nos pays tels que les véhicules électriques, les batteries, les énergies renouvelables, l'armement, l'électronique et le numérique. Toutefois, leur extraction entraîne notamment la violence, l'exploitation au travail, l'accaparement des terres, la pollution des eaux et des sols, l'insécurité alimentaire. Elle entrave l'activité agricole, pourtant de loin la principale source d'emploi, de revenu et de nourriture.

La RD Congo présente, en effet, la particularité de posséder dans son sous-sol une des plus importantes réserves mondiales de ces minerais critiques (cobalt, coltan/tantale, étain, tungstène) alors que sa population reste une des plus pauvres de la planète. Cette injustice semble être cautionnée par l'UE, qui vient de conclure un accord de partenariat économique sur les matières premières critiques avec le Rwanda alors que la majeure partie des minerais vendus par ce pays proviennent en réalité de la RD Congo voisine.

Notre transition énergétique et notre numérisation ne peuvent pas se faire au détriment des populations et de l'environnement des pays du Sud. C'est pourquoi nous demandons à la Belgique et à l'UE de prendre des mesures en ce sens :

- Soutenir prioritairement l'agriculture paysanne tout en prenant en compte les conséquences de l'extraction minière sur les populations et sur leur sécurité alimentaire, en particulier en RD Congo : santé, droits humains, violences sexuelles, conflits armés, accaparements de terres, pollution.
- Intégrer dans le bilan carbone de l'UE et de ses pays membres les émissions de gaz à effet de serre provoquées dans les pays tiers. Il s'agit d'éviter les "fuites de carbone" qui consistent à faire produire ailleurs des matériaux et biens polluants et à ne pas comptabiliser les émissions de gaz à effet de serres là où ils sont consommés.
- Mettre en place des politiques de sobriété socialement justes, seule voie réaliste face à la disponibilité limitée des minerais et aux conséquences de l'extraction minière sur les populations et sur l'écosystème. Des mesures politiques sont, par exemple, nécessaires pour mettre fin à l'obsolescence programmée des appareils électroniques, réglementer la publicité qui nous incite à acheter toujours plus, et encourager les modes de transports collectifs (ce qui implique notamment d'investir massivement dans le rail).
- Consulter les citoyen·nes et les associations qui les représentent pour répondre à leurs besoins en matière de services et d'accès aux droits face à la course au « tout numérique ».

### Contacts :

Jean-François Lauwens, [jf.lauwens@entraide.be](mailto:jf.lauwens@entraide.be) 0477 56 26 07

Isabelle Franck, [Isabelle.Franck@entraide.be](mailto:Isabelle.Franck@entraide.be) 0473 310 516.

